



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° DGFIP-DGS-2400047 du 02/04/2025

---

Relatif à des prestations d'assistance technique dans  
l'environnement Z IBM

# Table des matières

Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE.....	3
Article 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
Article 3 - BÉNÉFICIAIRES.....	3
Article 4 - ALLOTISSEMENT.....	3
Article 5 - PROCEDURE DE PASSATION.....	3
Article 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ.....	3
Article 7 - DUREE DU MARCHÉ.....	3
7.1 Cadre général.....	3
7.2 Reconduction du marché.....	3
Article 8 - LIEU D'EXECUTION.....	3
Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	4
10.1 Conditions d'exécution.....	4
10.2 Obligations du titulaire.....	6
10.3 Responsabilité du titulaire.....	7
10.4 Constatation de l'exécution des prestations.....	7
10.5 Pénalités.....	8
10.6 Clause d'insertion par l'activité économique.....	8
Article 11 - PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS.....	11
Pénalités pour retard dans l'exécution des unités d'œuvre.....	11
Article 12 - REGIME FINANCIER.....	11
12.1 Forme et contenu des prix.....	11
12.2 Avances - Acomptes.....	12
12.3 Modalités financières.....	13
Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	15
Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	17
14.1 Modifications du marché.....	17
14.2 Langue.....	17
14.3 Sous-traitance.....	17
14.4 Protection des données personnelles.....	17
14.5 Autres obligations administratives.....	19
14.6 Sanction en matière de travail dissimulé.....	20
14.7 Résiliation.....	20
14.8 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
14.9 Litiges et contentieux.....	20
14.10 Clauses environnementales.....	22
14.11 Établissement d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES).....	22
14.12 Egalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent marché .....	22
Article 15 - DEROGATIONS AU CCAG.....	22

## **Article 1 - PREAMBULE - CONTEXTE**

La Direction générale des Finances publiques lance une consultation pour la fourniture de prestations d'assistance technique dans l'environnement Z IBM.

Il aboutira à la notification d'un accord-cadre mono-attributaire, désigné dans le cahier des charges sous le terme "marché".

## **Article 2 - OBJET DU MARCHÉ**

Le marché a pour objet :

L'acquisition de prestations d'assistance technique dans l'environnement technique IBM Z (mainframes) pour les sites informatiques de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

L'ensemble des prestations est défini dans le CCTP.

## **Article 3 - BÉNÉFICIAIRES**

Le marché bénéficie à la Direction générale des Finances Publiques.

## **Article 4 - ALLOTISSEMENT**

La procédure n'est pas allotie.

## **Article 5 - PROCEDURE DE PASSATION**

Le marché est passé en application des articles L2124-2 et R2124-2 du Code de la commande publique.

## **Article 6 - FORME ET ETENDUE DU MARCHÉ**

Le marché est mono-attributaire.

Il est exécuté par bons de commande sur unités d'oeuvre.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 20 000 000 d'euros HT .

## **Article 7 - DUREE DU MARCHÉ**

### **7.1 Cadre général**

L' accord-cadre est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification.

### **7.2 Reconduction du marché**

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est tacitement reconductible à la date anniversaire de sa prise d'effet, par période de 12 mois. L'accord-cadre comportera au maximum deux reconductions, après la période initiale, pour une durée totale de 48 mois.

Si la personne publique décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, elle notifie sa décision au titulaire au minimum 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La décision de non reconduction n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

## **Article 8 - LIEU D'EXECUTION**

Les lieux d'exécution sont précisés dans l'article 1.2.1 du CCTP.

## **Article 9 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement signé par le titulaire et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DGS-2400047 et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DGS-2400047 du 02/04/2025 et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC) ;
- Les réponses aux questions ou demandes de précisions relatives aux clauses administratives et techniques apportées par le pouvoir adjudicateur au dossier de consultation des entreprises pendant la phase de consultation des entreprises
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;
- L'arrêté du 18 septembre 2018 portant approbation des clauses simplifiées de cybersécurité ;
- L'offre technique du titulaire.

L'accord-cadre est constitué des pièces et documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des documents des parties. En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

## **Article 10 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **10.1 Conditions d'exécution**

---

#### **10.1.1 Emission et exécution des bons de commande**

La personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- le numéro CHORUS du présent marché;
- l'objet de la prestation commandée ;
- le délai et le lieu d'exécution de la prestation ;
- les dates de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la nature des prestations ;
- le prix unitaire de chaque prestation ;
- le prix total HT et TTC de la commande ;
- l'adresse de facturation.

Le titulaire dispose d'un délai de dix jours ouvrés à compter de sa réception pour adresser à la personne publique ses remarques et observations sur les indications portées au bon de commande. La personne publique rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, la commande est

réputée acceptée.

Les bons de commande sont émis pendant la durée de validité du marché. Leur exécution ne peut dépasser la date de fin du marché de plus de 9 mois. A l'expiration du marché, aucun bon de commande ne sera émis.

Les prestations seront exécutées dans le délai maximal prévu par le bon de commande ou le marché.

Les retards d'exécution et de fourniture de livrables pourront entraîner des pénalités précisées à l'article 10.5 infra.

Le titulaire peut solliciter par écrit une prolongation du délai d'exécution. L'accord écrit du pouvoir adjudicateur permet au titulaire d'être exonéré de l'application des pénalités de retard pour la période correspondant au report de délai.

Cette prolongation peut être justifiée par :

- un changement du montant des prestations ou une modification de l'importance de certaines d'entre elles,
- une rencontre de difficultés imprévues au cours de l'exécution des prestations,
- un ajournement des prestations décidé par la personne publique ou un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires mises à sa charge.

L'importance de la prolongation est décidée par la personne publique.

Dans le cas d'intempéries, au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur le lieu des prestations, les délais d'exécution sont prolongés. Cette prolongation est notifiée par le titulaire par ordre de service qui en précise la durée, laquelle est égale au nombre de jour réellement constaté au cours desquels le travail a été arrêté du fait des intempéries.

#### **10.1.2 Echanges dématérialisés**

Les bons de commande et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique unique et pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

#### **10.1.3 Personnel du titulaire**

Le titulaire assure la gestion hiérarchique, comptable et sociale de son personnel affecté à la réalisation des prestations objet du marché. Toutefois, des consignes nécessaires à la bonne exécution de la mission pourront être données directement par l'Administration au personnel affecté à la réalisation du marché.

Si le titulaire a mobilisé un intervenant sur une prestation, l'administration pourra exiger son maintien sur la durée de la prestation dans la mesure où cet intervenant est toujours à disposition du titulaire.

Toutefois, en cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit aviser la personne responsable du marché et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Pour respecter cette dernière obligation, le titulaire doit désigner un remplaçant d'un niveau au moins équivalent et assurer en interne le transfert de connaissance sur le projet et sur la prestation en cours. Il communiquera le nom et les titres au pouvoir adjudicateur dans un délai maximal de huit jours calendaires.

Ce remplacement est subordonné à l'accord exprès du pouvoir adjudicateur. Le silence gardé par la personne publique dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la lettre ou du courriel vaut acceptation du remplacement.

La personne publique dispose également d'un droit de récusation des intervenants

proposés qui ne correspondraient pas au profil annoncé dans l'offre initiale du titulaire. Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, la personne publique se réserve le droit de récuser à ce titre :

- ceux des intervenants qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations, soit pour des motifs d'ordre professionnel liés aux résultats attendus soit pour des motifs liés aux conditions d'exécution des prestations. Le titulaire procédera alors au remplacement des personnels refusés, dans les mêmes conditions et délais mentionnés supra.
- ceux des intervenants proposés par le titulaire pour remplacer les intervenants principaux dont l'absence, le départ ou la défaillance ont été préalablement déclarés à la personne publique.

En cas de récusation, le titulaire dispose de 15 jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur et plus globalement en cas de non-respect de ses obligations contractuelles relatives au remplacement du personnel, le marché pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 50 du CCAG-TIC.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix du marché.

L'exécution des prestations se déroule dans les locaux de la Direction générale des finances publiques. Si ces prestations s'y prêtent, l'exécution des prestations est possible en télétravail mais la Direction générale des finances publiques doit donner son accord au titulaire selon la forme et les modalités établies par celle-ci.

Sa mise en œuvre est également conditionnée au respect par le titulaire de la politique et des obligations de sécurité en matière de travail à distance, arrêtées par la Direction générale des finances publiques.

Celles-ci sont notifiées au titulaire par tout moyen à la convenance de la personne publique. Elles sont également rappelées, le cas échéant, à chaque bon de commande concerné.

## **10.2 Obligations du titulaire**

---

### **10.2.1 Obligation de conseil**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux logiciels et prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le titulaire notifie à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signaler les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

### **10.2.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Pour les prestations, produits, services fournis dans le cadre du marché, le titulaire met à disposition un dispositif d'information dédié à la sécurité informatique (notamment flux RSS/ATOM, liste de diffusion par courriel ou autre).

Ce dispositif vise à tenir la personne publique informée des événements et changement impactant la sécurité, notamment liés à la connaissance d'une vulnérabilité impactant le système (annonce de correctif, attaque en cours, violation des données à caractère personnel), et des mesures correctives ou conservatoires à appliquer.

### **10.2.3 Obligation de confidentialité**

Le titulaire s'engage à mettre en oeuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant, à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du présent marché aux torts du titulaire.

### **10.2.4 Mesures de sécurité**

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations (cf. notamment annexes I et II).

L'accès du personnel du titulaire aux locaux de la personne publique est soumis aux mêmes conditions générales que celles applicables à tout agent au service de l'Etat. Il est tenu de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale notamment en ce qui concerne la sécurité.

Dans le cadre des opérations de réversibilité et de transférabilité, le titulaire met en oeuvre les mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations, en conformité avec les réglementations applicables.

Dans la phase de transfert, l'assurance de la sécurité réside notamment dans :

- la gestion des accès, habilitations ;
- le transfert des responsabilités ;
- la fourniture d'informations nécessitant des mesures de protection adaptées ;
- la gestion de la continuité de l'activité.

## **10.3 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en oeuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **10.4 Constatation de l'exécution des prestations**

A la fin des vérifications afférentes à chaque prestation demandée, la personne publique prendra, pour la prestation concernée, l'une des décisions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC (réception, ajournement, réfaction, rejet).

En dérogation de l'article 32.2 du CCAG-TIC, les opérations de vérification qualitative

seront conduite en une seule fois

Pour chaque unité d'oeuvre de la présente consultation, la Personne publique dispose d'un délai de 25 jours ouvrés à compter de la livraison pour procéder à la vérification des prestations et prendre une décision prévue à l'article 34 du CCAG/TIC.

L'acceptation des prestations est formalisée par un procès-verbal de réception.

## **10.5 Pénalités**

---

Par dérogation à l'article 14.1 et 14.2 du CCAG/TIC, lorsque les délais relatifs aux différentes prestations, le cas échéant prolongés selon les dispositions de l'article 10.1 supra, ne sont pas respectés, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités décrites ci-dessous :

### **10.5.1 Pénalités pour retard d'exécution ou de livraison des unités d'oeuvre**

Lorsque le délai contractuel d'exécution des prestations à bons de commande est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante (les pénalités sont calculées unité d'oeuvre par unité d'oeuvre) :

$$P = V \times (R/100)$$

dans laquelle :

P = montant des pénalités

V = valeur pénalisée égale à la valeur des unités d'oeuvre commandées en retard (définie dans le CCAG/TIC, article 14)

R = nombre de jours ouvrés de retard

### **10.5.4 Pénalités pour violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité**

En complément de l'article 14 du CCAG-TIC, en cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- En cas de non respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas de données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté HT du lot concerné à la date de constatation du fait générateur..
- En cas de non respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2% du montant exécuté HT du lot concerné à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les sanctions pécuniaires ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

### **10.5.5 Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique**

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 120 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

## **10.6 Clause d'insertion par l'activité économique**

---

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de



faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C)
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

### Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

	Nombre d'heures d'insertion à réaliser par le titulaire par année d'exécution du marché
<b>Lot unique</b>	<b>1 000 heures</b>

## **Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.**

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

### **✓ 1<sup>ère</sup> modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

### **✓ 2<sup>ème</sup> modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

### **✓ 3<sup>ème</sup> modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.**

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

## **Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Clément COQUERY  
*Responsable de projets clauses sociales et relation entreprises*  
[clement.coquery@epec.paris](mailto:clement.coquery@epec.paris)

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

## **Les modalités de contrôle de l'action d'insertion**

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur ([dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr)) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

[beatrice.calvet@epec.paris](mailto:beatrice.calvet@epec.paris)

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 10.5.5 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

## **Article 11 - PLAFONNEMENT DES PÉNALITÉS**

### **Pénalités pour retard dans l'exécution des unités d'œuvre**

Le montant total cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique est plafonné à vingt pour cent (20%) du montant hors taxes cumulé des bons de commande notifiés au titulaire à la date du fait générateur.

## **Article 12 - REGIME FINANCIER**

### **12.1 Forme et contenu des prix**

Les prix comprennent tous les frais et les dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement les fournitures et les prestations, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par la personne publique d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites aux cahiers des charges et annexes.

Les prix mentionnés en annexe financière à l'acte d'engagement sont des prix hors taxes.

Les prix sont fermes pour les deux premières années du marché, ils sont ensuite révisés, au début de la troisième et quatrième année dans les conditions suivantes

$$P = P_0 (0,40 + 0,60 (\text{CPF } 62.02 / \text{CPF } 62.02_0))$$

dans laquelle :

P = prix actualisé hors TVA ;

Po = prix de l'offre ;

CPF 62.02 = dernier indice trimestriel publié à la date de révision<sup>1</sup>

CPF 62.02o = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent<sup>2</sup>.

Indice INSEE utilisé = Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 62.02 – Services de conseil en informatique – Identifiant 010766573

Les calculs intermédiaires et finaux de ces formules seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision final applicable au prix indiqué en annexe à l'acte d'engagement est arrondi au millième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

L'évolution des prix résultant de l'application de la formule de révision ci-dessus, est limitée à la hausse à 4 % par an.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-TIC, les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et restent inchangés quel que soit le délai d'exécution des commandes.

## **12.2 Avances - Acomptes**

---

### **12.2.1 Avances**

- Avance versée au titulaire en cas d'exécution personnelle des prestations

Le titulaire bénéficie, sauf refus de sa part, de l'avance prévue à l'article L2191-2 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes. Le taux est porté à 20 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et R 2191-12 du Code de la Commande publique.

- Avance versée au titulaire en cas de sous-traitance

Conformément aux dispositions de l'article R2193-18 du Code de la Commande publique, l'avance versée au titulaire sera calculée sur la base du montant commandé au titre du marché diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros hors taxes. Le taux est porté à 20 % lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance est effectué dans les conditions prévues à l'article R2191-11

1 Y compris indice non définitif.

2 Y compris indice non définitif.

du Code de la Commande publique et suivants.

- Avance versée au sous-traitant

Le droit du sous-traitant bénéficiaire du paiement direct à une avance est ouvert, sur demande, dès la notification du marché ou de la notification de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement.

L'avance est calculée et versée dans les conditions prévues à l'article R2193-19 du Code de la commande publique.

### **12.2.2 Acomptes**

Conformément aux articles L.2191-1 et L.2191-4 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du présent marché ouvre droit à perception d'un acompte.

En vertu de l'article R2191-22 du code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise, ce délai est ramené à un mois sur demande de celui-ci.

Les opérations effectuées par le titulaire et qui donnent lieu à versement d'acomptes sont constatées par un écrit établi par l'acheteur ou vérifié et accepté par lui.

## **12.3 Modalités financières**

---

### **12.3.1 Liquidation des paiements**

La réception ouvre droit à paiement des prestations. Elle fait l'objet d'un procès verbal de réception émis par la personne publique et transmis au titulaire.

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond à la plus tardive de ces deux dates : date de réception de la facture ou du procès-verbal attestant du service fait. Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès verbal de réception émis par les services de la personne publique.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

### **12.3.2 Retenue de garantie et cautionnement**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

### **12.3.3 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du présent marché ;
- du sous-traitant du présent marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8)

points de pourcentage.

Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal fait bénéficier, de plein droit et sans autre formalité au titulaire du présent marché et au sous-traitant soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, du versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

#### **12.3.4 Modalités de facturation**

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire

##### **12.3.4.1 Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- les références de la facture ;
- la date ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro CHORUS et la date du présent marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix net unitaire hors taxes ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxes ;
- le prix toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de réception par les services de la personne publique ou à mentionner son numéro sur la facture.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme, au sens de l'article 4 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

##### **12.3.4.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

##### **12.3.4.3 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### 12.3.4.4 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée. Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

## 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/rubrique> « nous contacter »

## Article 13 - REGIME DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le présent article est applicable aux prestations réalisées dans le cadre des prestations d'assistance comportant de l'étude, de l'expertise, d'audits, de monitorat et des prestations de réversibilité.

Le présent marché fait application du chapitre 7 du CCAG TIC et pour les résultats de l'article 46.2.1, avec les compléments et dérogations ci-après.

Par dérogation à l'article 46.2.1, Le titulaire du marché cède à titre exclusif à la Direction générale des finances publiques à compter de la livraison et sous condition résolutoire de la réception des résultats, l'ensemble des droits d'exploitation afférents à ces résultats.

En application de l'article 46.2.1 du CCAG TIC et au titre de cette cession des droits d'auteur, le titulaire du marché cède à la personne publique :

- Le droit de reproduire les résultats pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau ;
- Le droit de représenter et de communiquer au public en tout ou partie les résultats, directement ou indirectement, par tout moyen ou réseau de communication connu ou inconnu, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de

public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement ;

- Le droit d'adapter, entendu comme le droit de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, incorporer, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, de compiler, décompiler aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante ainsi qu'aux fins de régénération.

Cette cession des droits sur les résultats est effective pour le monde entier et pour toute la durée de protection des résultats par le droit d'auteur.

Cette cession des droits sur les résultats vaut pour les besoins d'utilisation des résultats exprimés dans le CCTP ou dans les bons de commande et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. Cela inclut la possibilité pour les personnes publiques :

- les utiliser, directement ou par l'intermédiaire de tiers, dans le cadre de leurs missions ;
- les mettre à disposition le cas échéant à d'autres entités publiques ;
- les mettre à disposition d'autres prestataires dans le cadre de nouveaux marchés.

Le titulaire du marché ne peut exploiter les résultats sans l'accord préalable et écrit de la personne publique

En complément de l'article 44 du CCAG TIC, le régime des connaissances antérieures doit être compatible avec le régime des résultats.

Le titulaire ne peut utiliser les connaissances antérieures de la Direction générale des finances publiques que dans le cadre de l'exécution du présent marché et s'engage à ne pas divulguer les informations confidentielles contenues dans ces connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en oeuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

En toute hypothèse, le titulaire continue d'utiliser ses propres connaissances antérieures à d'autres fins que celles liées à l'exécution du présent marché.

Les dispositions sur les connaissances antérieures du titulaire s'appliquent pendant la durée du marché ainsi qu'à son expiration ou sa résiliation anticipée.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans les prix du marché.

- Revendication des tiers :

Dès la première revendication d'un tiers contre le titulaire ou la personne publique contractante, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle.

Dans ce cas, le titulaire assurera à ses frais la défense de la personne publique contractante et pourra librement choisir le meilleur moyen de faire cesser la contrefaçon (notamment en modifiant l'élément contrefaisant, en le remplaçant par un élément non contrefaisant ou en négociant les droits nécessaires).



En outre, il garantira la personne publique, à l'exception des réserves figurant à l'alinéa suivant, de toutes les condamnations, frais et dépens, qui pourraient être mis à sa charge par une décision de justice ayant autorité de la chose jugée.

Les garanties du titulaire en matière de contrefaçon définies au présent article ne s'appliquent pas lorsque la revendication est basée sur un élément fourni par la personne publique contractante et incorporé dans les livrables, une modification des livrables par la personne publique contractante sans l'accord du titulaire, la combinaison, assemblage ou utilisation de ces livrables avec des éléments non fournis par le titulaire ou l'utilisation de ces livrables dans des conditions différentes de celles recommandées par le titulaire.

## **Article 14 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **14.1 Modifications du marché**

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

- si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement à la double condition que :
  - le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
  - la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :
  - le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;
  - la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.
- en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

### **14.2 Langue**

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français.

### **14.3 Sous-traitance**

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée. Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation préalable par la personne publique du sous-traitant proposé par le titulaire.

La non présentation d'un sous-traitant à la personne publique pour acceptation entraînera l'application de pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

### **14.4 Protection des données personnelles**

Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion :

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations.

sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante [dpo@epec.paris](mailto:dpo@epec.paris) ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences  
18 rue Goubet  
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)  
3 Place de Fontenoy  
TSA 80715  
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera

l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## **14.5 Autres obligations administratives**

---

### **14.5.1 Responsabilité et garantie**

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects, les parties conviennent d'entendre notamment les pertes de bénéfice, chiffre d'affaires.

Sauf disposition contraire d'ordre public, la responsabilité pour dommages directs du titulaire au titre des présentes ne saurait excéder le montant exécuté du marché.

Cette limite ne s'applique pas aux dommages corporels (incluant le décès) et aux dommages aux biens matériels, mobiliers et immobiliers, pour lesquels le Titulaire est légalement responsable.

### **14.5.2 Arrêt des prestations**

La personne publique se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande, à tout moment, sans avoir à motiver sa décision. Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal ou tout moyen permettant de donner date certaine à la réception, moyennant le respect d'un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et ne vaut pas résiliation du marché. Seules les prestations effectivement accomplies ouvrent droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance ;
- le montant des pénalités ;

au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

### **14.5.3 Lutte contre le travail détaché illégal**

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ». Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;

- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles **50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i)** du CCAG-TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité.

#### **14.6 Sanction en matière de travail dissimulé**

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois la personne publique, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, se réserve la possibilité d'appliquer l'une des sanctions suivantes :

- La résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 46 du CCAG-TIC.

#### **14.7 Résiliation**

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché, la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution de celui-ci, placé dans une situation ayant pour effet de l'exclure d'un marché public. La résiliation ne peut être prononcée lorsque le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, à condition qu'il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

En outre la personne publique se réserve la possibilité de résilier le présent marché à tout moment, sans avoir à motiver sa décision, avec un préavis de deux (2) mois.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la décision envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours ou de deux (2) mois si la décision a été prise sur le fondement de l'alinéa précédent.

De plus, en complément de l'article 50 du CCAG-TIC, en cas de non respect des règles de sécurité, le pouvoir adjudicateur peut résilier pour faute le marché avec mise en demeure dans les conditions de l'article susmentionné.

#### **14.8 Exécution aux frais et risques du titulaire**

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

#### **14.9 Litiges et contentieux**

##### **14.9.1 Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne**

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : [dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr).

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : [mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr](mailto:mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr).

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

#### **14.9.2 Règlement contentieux des différends.**

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous les litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent marché, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal Administratif de Montreuil  
7, rue Catherine Puig  
93558 MONTREUIL cedex  
Téléphone : 01.49.20.20.00 – Télécopie : 01.49.20.20.99  
Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

#### **14.10 Clauses environnementales**

- Les livrables du présent marché devront être fournis, en priorité, sous forme dématérialisée. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papiers recyclés ou issus de forêt gérées durablement.
- Le titulaire privilégiera, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il pourra aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur

#### **14.11 Établissement d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en oeuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité<sup>3</sup>.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

#### **14.12 Egalité de rémunération entre les femmes et les hommes affectés à l'exécution du présent marché**

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel comité affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

### **Article 15 - DEROGATIONS AU CCAG**

Les dérogations au CCAG-TIC sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

3Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

Articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé	Article du présent CCAP dérogeant au CCAG-TIC
Article 32.2	Article 10.4 (concernant la méthode et les délais de recette)
Article 10.2	Article 12.1 (Prix applicable date d"émission du BC)
Article 14	Article 10.5 (pénalités)
Article 46.2.1	Article 13 (concessions des droits et usage des résultats)